



## Demande d'assistance juridique pour le personnel enseignant de l'Etat du Valais

Selon les dispositions des directives concernant l'assistance juridique accordée par l'Etat à ses employés du 24 janvier 2018

Données personnelles de l'enseignant	
Nom, Prénom	.....
Fonction (s)	.....
Etablissement(s) scolaire(s)	.....
Service(s) compétent(s) *	Service de l'enseignement (SE) <input type="checkbox"/> Service de la formation professionnelle (SFOP) <input type="checkbox"/>
Courriel	.....
* <u>Remarque</u> : L'enseignant engagé dans plusieurs établissements scolaires dépose sa demande auprès de celui où se sont déroulés les faits.	

Description des faits et de la situation
(Date, lieu, le déroulement des faits, les personnes impliquées, le nom de la partie adverse, la partie demanderesse, motifs, vos conclusions, etc...)
Joindre <b>les annexes éventuelles</b> liées à l'affaire (p.ex. : copie de la plainte, copie de l'état nominatif, etc...)
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Une procédure devant les autorités judiciaires (Ministère Public, Police) est-elle en cours ?
Oui <input type="checkbox"/> Date du dépôt de plainte..... Non <input type="checkbox"/>

Protection juridique privée (qui pourrait entrer en ligne de compte pour le règlement du litige)
Oui <input type="checkbox"/> Nom de l'assurance : .....
Non <input type="checkbox"/>

Coordonnées de l'avocat souhaité (sous réserve de validation par le Département en charge de la formation)	
Nom, Prénom	.....
Adresse	.....
Par sa signature, l'enseignant confirme avoir pris connaissance des directives du 24 janvier 2018 concernant l'assistance juridique accordée par l'Etat à ses employés et en accepte les conditions.	
Date.....	Signature .....

# Processus décisionnel

Compléments utiles par la Direction d'école si elle en a connaissance
Date de réception du formulaire : .....
Eventuels compléments: ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... ..... .....
Date : .....
Signature de la Direction d'école: .....

Analyse juridique
Date de réception du formulaire : .....
Les conditions d'octroi de l'assistance juridique sont-elles remplies ?
Oui, sous réserve du résultat de la procédure <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>
Date.....Signature.....

Préavis du Chef de service (si l'autorité d'engagement est le Chef de département), respectivement du Chef de département (si l'autorité d'engagement est le Conseil d'Etat).	
Date de réception du formulaire : .....	
Préavis positif <input type="checkbox"/>	Eventuelles remarques : ..... ..... .....
Préavis négatif <input type="checkbox"/>	
Date : .....	
Signature du Chef de service ou du Chef de Département : .....	

Préavis de la Coordination RH du personnel enseignant
Date du réception du formulaire : .....
Préavis positif <input type="checkbox"/> Préavis négatif <input type="checkbox"/>
Date : .....
Signature : .....

Levée du secret de fonction (le cas échéant, elle se fait au moyen d'une décision signée par l'autorité d'engagement)	
Oui <input type="checkbox"/>	Non <input type="checkbox"/>

Remarque : Toute désignation de personne utilisée dans le présent document s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.